

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°990 du 14 Mars 2009

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

SCANDALEUX !

Après l'« inentendable » de François CHEREQUE, voici le « scandaleux » de Laurent WAUQUIEZ. Le Secrétaire d'Etat en charge de l'Emploi estime « scandaleux » le comportement de TOTAL : cette compagnie, qui a réalisé 14 milliards de profits en 2008, se propose de supprimer cinq cent cinquante emplois en France. Il exhorte les dirigeants de la firme à changer d'attitude au nom de la morale et de la solidarité.

Entre le syndicaliste et le politicien il y a convergence pour condamner les profits astronomiques et leur distribution aux actionnaires et pour nier le droit de propriété au nom d'un impérieux droit social. Mais je serai plus sévère à l'égard du politicien, et c'est son propos que je trouve scandaleux. Le rôle d'un dirigeant n'est pas d'attiser la haine entre Français en montrant du doigt les entreprises qui licencient. Là où il faudrait un peu de discernement et de pédagogie pour maintenir la cohésion nationale, est-il bien moral d'hurler avec les loups, et d'étaler son ignorance et sa démagogie en désignant des boucs émissaires à la vindicte populaire ? Qu'un leader syndical se laisse aller à des écarts de langage et tienne des raisonnements « inentendables », passe encore : le syndicalisme français puise toujours aux sources de la lutte des classes. Mais qu'un membre du gouvernement calque son discours sur la propagande syndicale, et verse dans le populisme extrémiste, voilà qui me semble scandaleux.

La réaction de celui qui fut naguère le benjamin de l'Assemblée Nationale a de quoi surprendre à plus d'un titre.

D'abord un homme investi d'une responsabilité publique devrait se sentir obligé d'être objectif, et non sectaire. L'objectivité commande de dire que TOTAL réalise un profit qui est de nature tout à fait exceptionnelle, que la compagnie n'est pas près de retrouver. A la hausse du prix du baril a succédé une baisse tout aussi spectaculaire. Les dirigeants de TOTAL n'ont pas proposé aux actionnaires de leur distribuer les 14 milliards de l'aubaine, mais de réinvestir le plus gros de la somme pour développer la recherche de nouvelles sources énergétiques, qu'il s'agisse de gisements pétrolifères ou d'énergies de substitution. TOTAL, comme toute entreprise lucide, ne se gère pas au jour le jour et anticipe l'avenir. Or – autre point occulté par le ministre – l'avenir n'est pas dans les produits actuellement fabriqués dans les établissements concernés. En effet, comme l'a indiqué la direction de TOTAL, il y a eu disparition d'un débouché naguère important : les sacs plastiques, condamnés à disparaître des grandes surfaces par suite d'une réglementation inspirée par le « Grenelle de l'environnement ». Un autre oubli, celui-ci de taille, fait assimiler des suppressions d'emplois étalés sur deux ans et un licenciement immédiat concomitant de la hausse des profits. Il n'y a aucun licenciement, puisqu'il y a suppression d'emplois progressive par retraite normale ou anticipée des salariés et reclassement déjà acquis. Il n'y a aucune corrélation entre profit et licenciements, ni chez TOTAL ni ailleurs.

Ensuite, lorsque les entreprises soumises à la crise ont besoin de flexibilité et cherchent par tous les moyens à éviter les conséquences sociales et humaines de leur baisse d'activité, le moment est mal choisi pour entonner l'hymne à la sauvegarde de l'emploi à tout prix. C'est le plus sûr moyen d'entraîner des faillites en chaîne. A Marseille, la dernière entreprise de réparation navale vient de disparaître par la grâce de la CGT, tous les emplois vont disparaître.

Entre les profits et la CGT, on devrait se demander qui est responsable du plus grand nombre de licenciements. Réagir à la crise en revendiquant sans mesure, en manifestant dans la rue : en multipliant les grèves, voilà qui ruine déjà ce qui reste de l'économie française. Seule survit la puissante administration, qui n'a rien à craindre pour les postes de fonctionnaires, que le gouvernement maintiendra, au lieu de les réduire dans l'intérêt des emplois privés.

Je le répète : le profit des entreprises est une bonne chose, et les régimes collectivistes qui l'ont interdit ou les gouvernements socialistes qui l'ont confisqué ont mené leur pays à la catastrophe économique, politique et humaine. Le profit est le signe que l'entreprise a correctement rempli sa mission, qui est de servir la communauté en répondant aux besoins de la clientèle. Le profit est la juste rémunération des entrepreneurs, et des actionnaires qui ont choisi le statut d'entrepreneurs associés. Le profit stimule ainsi l'innovation, l'esprit d'entreprise, il va de pair avec le droit à l'initiative dont doit jouir chaque être humain. Le profit est la marque de la responsabilité personnelle et, pour les sociétés, du bon contrôle des décideurs à travers une gouvernance de qualité. Le profit permet à l'entreprise de financer une croissance durable, et d'orienter les efforts dans la direction indiquée par les signaux du marché. Le profit permet aussi de préserver l'essentiel en période de crise. Monsieur WAUQUIEZ aurait pu dire quelques mots de ce qu'il en coûte au contribuable français en impôts et en dettes publiques pour maintenir à flot des entreprises qui ne réalisent aucun profit et sombrent dans l'assistanat : les banques irresponsables, les industries inadaptées, et finalement tous ceux qui nous ont mis aujourd'hui sur la paille.

Scandaleux le soutien qui est apporté à la France de l'échec et scandaleuse la mise en accusation de la France du profit et de la réussite.

Jacques Garelo

Conjoncture

LA NATIONALISATION DES BANQUES, « INÉLUCTABLE » ?

C'est la nouvelle question à la mode : « la nationalisation des banques », à commencer par celles des Etats-Unis, est-elle « inéluctable », selon l'expression utilisée par Le Monde ? Il est vrai que, dans ce domaine, l'interventionnisme des Etats donne le tournis, les centaines de milliards succèdent aux dizaines de milliards et les prises de participation succèdent aux sauvetages massifs. Puisqu'une économie ne peut fonctionner sans banque ni crédit, et puisque les banques seules ne semblent plus remplir leur rôle, pourquoi ne pas aller au bout de cette logique et nationaliser les banques ? A écouter les hommes politiques et à lire nos confrères, nous nous trouvons bien seuls à prétendre le contraire. Et pourtant !

Retour à 1945 et 1981

Il faut rappeler que cette idée de nationalisation des banques n'a rien de novatrice et qu'elle a déjà eu lieu dans des contextes très particuliers. La tentation a toujours été grande pour les pouvoirs publics de mettre la main sur le « pouvoir monétaire ». Cela a été le cas pour la banque centrale et déjà Napoléon voulait qu'elle soit « dans la main du gouvernement ». Pour les banques de second rang, cette revendication figurait en bonne place dans le programme du tripartisme, à la Libération (PC, PS d'alors -la SFIO- et démocrates-chrétiens-MRP). Quatre grandes banques, représentant les deux tiers du marché, avaient été nationalisées, dans une vision très dirigiste, centralisatrice, voire marxiste de l'économie.

Cependant, la coexistence d'un secteur bancaire privé, minoritaire, et d'un puissant secteur bancaire public conduisait les banques nationalisées à continuer à accorder des crédits suivant les critères de rentabilité. Voilà pourquoi, lors du retour de la gauche au pouvoir en 1981, François Mitterrand, fortement poussé par l'aile gauche du PS et par un PC encore puissant, a nationalisé presque tout le reste du secteur bancaire : c'était un élément clef de ce qu'on avait appelé dans

le programme commun « la rupture avec le capitalisme ». Le gouvernement, contrôlant les banques et le crédit, pouvait s'il le voulait changer la logique du système. Le monde entier, Europe en tête, nous regardait avec angoisse. Il a fallu des années pour revenir à plus de réalisme et plus longtemps encore pour privatiser le secteur. Chacun a encore en mémoire les remarquables exploits d'une banque alors publique comme le Crédit Lyonnais, dont le contribuable a supporté longtemps les fantaisies.

L'Etat, qui est à l'origine du problème, ne peut en être la solution

La crise actuelle est-elle en train, dans le monde développé, de nous ramener en 1981 et les gouvernements occidentaux vont-ils faire ce dont les partis communistes rêvaient ? Il faut rappeler, comme nous l'avons dit souvent, que la crise financière a son origine dans des décisions étatiques absurdes concernant les banques : le laxisme et les politiques conjoncturelles de bas taux d'intérêt, voulu par les banques centrales, FED en tête, pour faire tourner l'économie avec un argent artificiel, abondant et bon marché. La crise des subprimes vient de l'obligation faite par l'Etat fédéral aux banques américaines de prêter des sommes inconsidérées à des familles manifestement insolvables. Les banques se sont prêtées à ce jeu dangereux parce qu'on les y poussait, mais aussi parce qu'elles avaient la certitude de pouvoir facilement se débarrasser de ces créances douteuses et qu'en toute hypothèse les banques centrales les couvriraient en cas de difficultés. Le laxisme monétaire des banques centrales a conduit à l'irresponsabilité généralisée.

Si l'Etat est à l'origine du problème bancaire et financier, on voit mal comment il pourrait en être la solution. Certes, on peut défendre le fait que les banques centrales, une fois leurs erreurs commises, ont bien fait d'injecter des liquidités, pour ne pas rééditer les erreurs d'une politique déflationniste menée par Hoover après la crise de 1929 : après avoir inondé l'économie de crédit il semble difficile de la sevrer brutalement. Toutefois, on peut faire deux réserves : la première c'est que l'ouverture des vannes monétaires permet aussi aux Etats de faire n'importe quoi et d'accroître les dépenses publiques aux fins de « relance ». D'autre part, le renflouement des banques signifie l'impunité de ceux qui ont manqué de vigilance, sinon d'honnêteté.

La nationalisation des banques détruirait l'économie de marché

Mais là où le danger nous semble considérable, c'est lorsque les Etats interviennent directement dans le capital des banques. On en a eu un magnifique exemple en France avec le mariage forcé et la prise de participation de l'Etat dans les Caisses d'épargne et les Banques populaires. Chaque pays joue ce jeu : les Etats-Unis détiennent 36% du capital de Citigroup. Les Etats investissent massivement dans les banques des pays de l'Est. Les Anglais prennent des participations dans le capital de leurs banques, à commencer par la Royal Bank of Scotland. Et ainsi de suite.

Ce n'est que le hors d'œuvre. Plus les Etats prennent de participation dans le capital des banques, plus les marchés financiers se disent que cela va mal, plus les actions bancaires chutent (entraînant toute la bourse) et plus on demande à l'Etat de prendre une plus grande part du capital. Le système de dérive étatique s'autoentretient. Les conseillers s'en mêlent : aux USA, Paul Krugman (prix Nobel), Alan Greenspan (ex-président de la Fed) et d'autres suggèrent désormais une vraie nationalisation (participation majoritaire) des banques. Greenspan ajoute « temporaire », mais le mot « nationalisation » est lâché.

Ce serait contraire à la logique d'une économie de marché, mais même Ben Bernanke (Fed) reconnaît que « beaucoup de ce que nous faisons va à l'encontre des valeurs américaines d'autonomie et de responsabilité ». Un peu plus ou un peu moins, qu'importe ! Cette attitude est suicidaire et incompatible avec le fonctionnement d'une économie de marché, qui repose sur l'initiative, la liberté, la responsabilité des propriétaires (actionnaires), ce dont l'Etat est incapable. Mais surtout elle n'est pas nécessaire. Sans l'Etat actionnaire, les restructurations se feront ; les banques les plus solides rachèteront les autres ; il y aura un cours des actions qui sera attractif pour les investisseurs ; et si des banques font faillite, parce qu'elles ne sont pas rentables, cela n'aura pas de conséquence sur les clients, dont les comptes sont garantis. Mieux vaut se débarrasser de canards boiteux que choisir une logique qui conduit au socialisme d'Etat. Nous en sommes arrivés là par l'irresponsabilité des politiques étatiques ; vouloir s'en sortir en nationalisant, c'est faire la politique de Gribouille.

Jean-Yves Naudet

OBAMA FACE AU PROBLÈME DE L'ASSURANCE-MALADIE

Dans le domaine de l'assurance-maladie aux Etats-Unis, les Français sont bien informés par les médias et la classe politique. On les a persuadés de la nullité et de l'injustice du système américain : la protection sociale en matière de santé est nulle aux USA, personne n'ayant les moyens de s'assurer, sauf les ultra-riches, et Obama va mettre en place l'équivalent de notre système monopolistique d'assurance maladie (que le monde entier nous envie). Le problème, c'est que ces deux informations sont fausses, comme Obama lui-même l'a récemment expliqué.

Sur le premier point, les choses ne se passent pas comme les Français le croient. Tout d'abord, une partie non négligeable des Américains a un système public d'assurance-maladie, assez comparable à notre Sécu : medicare pour les personnes âgées, qui concerne 14% de la population, et medicaid, pour les plus démunis (13% de la population) : en tout 27%. Les 73% qui restent n'ont donc pas droit au système public. Ensuite, 53% des Américains ont une assurance privée, subventionnée (à 75%) par leur employeur, qui finance donc dans la majorité des cas la protection en matière de santé, non parce que l'Etat l'impose, mais par convention collective ou négociation du contrat de travail. 5% financent par eux-mêmes, sans l'aide de leur employeur, auprès de l'organisme de leur choix, une assurance privée. Cela fait donc 58% ayant une assurance privée, auxquels s'ajoutent les 27% couverts par le système public.

Il reste donc seulement 15% de la population qui n'a pas d'assurance-santé. On peut trouver que c'est trop, mais c'est loin des chiffres qu'imaginent les Français. De plus, il s'agit assez souvent de personnes qui pourraient s'assurer, mais qui, par insouciance ou parce que leur âge semble les mettre à l'abri d'accidents de santé (jeunes urbains professionnels) n'ont pas jugé utile de prendre une assurance. Mais il est exact qu'une partie ne s'assure pas parce qu'ils sont trop riches pour avoir le système public, trop pauvres pour pouvoir s'assurer.

Sur le second point, il est vrai qu'Obama a fait de cette question un des éléments de son programme, surtout après le ralliement d'Hillary Clinton, dont c'était le principal cheval de bataille et qui avait tenté sans succès de changer de système lorsque son mari était président. Mais il n'a pas été question de remplacer le système actuel par un monopole à la française. Ce qui a été discuté, c'est d'une part la difficulté des employeurs de financer cette assurance-maladie, dont le coût peut atteindre plus de 1000 dollars par mois pour un employé et sa famille, d'autre part cette question des personnes sans assurance (les 15% qui restent).

Dans son dernier discours, Obama a souhaité que le Congrès adopte une réforme de l'assurance-maladie en 2009. Notons que c'est le Sénat qui aura ici l'initiative et non l'exécutif comme en France : aux USA, les parlementaires jouent leur rôle. Il est question de créer un fonds de réserve de 634 milliards, ce qui semble assez difficile compte tenu des déficits publics (12% du PIB), que le président veut largement réduire en quatre ans. En outre, les démocrates ne pourront faire ce qu'ils veulent, car, pour avoir une majorité qualifiée au sénat, ils ont besoin de voix républicaines. Et les républicains, pensent que la concurrence est le meilleur moyen de faire baisser le coût des assurances privées. Obama devra en tenir compte.

Les démocrates sont divisés. Celui qui est en pointe sur ce sujet, Max Baucus, souhaite que les salariés assurés par leur employeur soient taxés sur cet avantage en nature. Cette taxe servirait à assurer ceux qui sont dépourvus de couverture maladie. Le but est de responsabiliser les Américains dont les employeurs financent l'assurance-maladie. Les Américains souhaitent en effet éviter l'irresponsabilité des couvertures sociales européennes (française surtout) et envisagent des systèmes hybrides, avec des assurances tantôt privées, tantôt publiques, financées par les employeurs, mais aussi par les employés. Il n'y a que l'extrême-gauche des démocrates à envisager un système public financé par des prélèvements obligatoires. Obama penche plutôt pour une « bourse nationale de l'assurance », les assureurs privés offrant des plans de protection, en concurrence avec un régime public, et chacun choisirait librement sa protection. Tout cela mérite d'être affiné tout au long de l'année et on ne sait pas encore si la balance penchera plus vers le privé ou le public. Mais, avec la concurrence au centre du système, on sera en toute hypothèse loin de la Sécu à la française.

SARKOZY TROUVE BARROSO TROP LIBÉRAL

Pendant des mois, le président Nicolas Sarkozy n'a pas tari d'éloges sur le président de la commission européenne, José Manuel Barroso. C'était pendant la présidence française, lorsque le président français se sentait l'égal des grands de ce monde et commandait à l'Europe entière. Beaucoup avaient parlé de « lune de miel » entre les deux hommes. Nicolas Sarkozy ne ratait pas une occasion d'encenser Barroso. Il avait laissé entendre qu'il soutiendrait vivement celui-ci pour qu'il obtienne, après les élections européennes, un second mandat à la tête de la commission. Il fallait aller vite et procéder à cette nomination avant les vacances d'été, dans la foulée des élections, ce qui est effectivement dans la logique des institutions européennes, puisque le président de la commission doit ensuite être accepté par le nouveau parlement.

Changement complet depuis quelques semaines : M. Barroso n'est plus en cour à l'Elysée. La confirmation est venue début mars lors du sommet européen. Nicolas Sarkozy a refusé de dire cette fois qu'il soutiendrait le président sortant et surtout a fait une proposition qui a étonné tout le monde : « il vaut mieux attendre que les Irlandais votent avant de décider ». Cela n'a rien à voir sur le plan institutionnel : le mandat Barroso est liée au futur parlement européen, pas au sort du traité européen. Institutionnellement, il n'y a aucune raison d'attendre le referendum irlandais. Politiquement, les choses sont plus claires : si le referendum est en faveur du non au traité, Sarkozy en fera porter le chapeau à Barroso. Il n'a qu'à tout faire pour que le oui l'emporte. Résultat, le porte-parole de Barroso a dû rappeler que le calendrier avait été fixé en décembre de manière claire sous la présidence française. Il doit donc être respecté.

Commentaire des Echos : « Cette passe d'arme peut être interprété comme un lâchage ». Paris aligne les critiques depuis la fin de la présidence française, contre la commission européenne. Pas assez active à ses yeux face à la crise : traduisons, pas assez interventionniste. C'est ainsi que Bruxelles a freiné plutôt qu'accélééré face aux plans de secours de l'industrie automobile. Dans la passe d'arme avec les Tchèques sur le protectionnisme français, Barroso s'est aligné sur Prague. Et Sarkozy a eu beau se féliciter que son plan ait été accepté par Bruxelles, il oublie de préciser qu'il a dû, contre toutes ses déclarations, préciser dans le plan que les crédits accordés n'avaient pas de contrepartie en termes de délocalisation ou de refus de délocalisation des usines automobiles.

Pire encore : face aux dérapages budgétaires français, Bruxelles a lancé une nouvelle mise en garde pour déficit excessif. Et c'était avant que le récent conseil des ministres n'annonce que ce serait encore pire que prévu. Certes, tout le monde parle encore doucement, élections européennes de juin obligent, mais on sent bien que la grande explication sur les dérives budgétaires est pour bientôt. Un proche de Barroso expliquait dans Les Echos cette aigreur française par une « dépression classique post-présidentielle », la France n'ayant pas accepté de devoir céder la présidence européenne, et plus encore de la céder aux Tchèques, ces libéraux eurosceptiques !

Comme les journalistes s'interrogeaient sur ce revirement français, Nicolas Sarkozy a assuré le service minimum : « J'aime beaucoup M. Barroso. J'ai beaucoup aimé travailler avec lui, je lui fais confiance ». Chacun a apprécié l'emploi du passé composé. Cet épisode, au-delà des jeux politiques, montre deux choses. La première, c'est que Nicolas Sarkozy, ici comme ailleurs, n'aime pas les règles du jeu fixes. Il veut les changer en cours de route si elles ne lui sont pas favorables. C'est une attitude insupportable aux yeux de nos partenaires. Les traités signés, cela se respecte, que ce soit pour les déficits ou pour le calendrier.

La seconde chose, c'est qu'au fond, ce qui gêne Nicolas Sarkozy, c'est, maintenant qu'il a opté pour le dirigisme et le keynésianisme le plus strict, que M Barroso soit nettement plus libéral que lui. C'est le fond du problème. Certains se demandent même si le président français ne serait pas ravi de voir les socialistes européens emporter la majorité au parlement, ce qui pourrait compromettre la réélection de Barroso, afin de trouver quelqu'un de plus conciliant pour le dirigisme et le laxisme français.

DÉFICITS FRANÇAIS : L'AVEU

De même que le gouvernement a longtemps cherché à cacher que 2009 serait une année de récession, en affichant des prévisions positives de croissance auxquelles personne ne croyait, de même il s'est longtemps voilé la face à propos des déficits. Nous avons annoncé que ce serait bien pire que prévu ; le gouvernement a tardé à en faire l'aveu. Même après le vote du plan de relance, les chiffres étaient sous-estimés. Quelques semaines à peine après avoir voté le budget 2009, le gouvernement doit déjà présenter un projet de loi de finances rectificative ; du jamais vu.

Le conseil des ministres a donc adopté le projet de loi de finances rectificative pour 2009. Bien entendu, tout cela est noyé dans une phraséologie digne de la pire langue de bois : « Ce projet de loi est destiné à mettre en œuvre les mesures exceptionnelles de solidarité et de soutien à l'activité annoncées récemment en complément au plan de relance ». Toute cette dérive est pour la bonne cause. Bref « Il constitue tout d'abord la traduction des mesures de justice et de solidarité destinées à aider les populations les plus fragiles à faire face à la crise », tout cela à la suite de la rencontre avec les partenaires sociaux, bien sûr.

Résultat de cette œuvre de justice et de la chute des recettes due à la récession (enfin admise officiellement : - 1,5% pour le PIB en 2009) : le solde budgétaire après ce collectif est négatif de 103,8 milliards d'euros, sans précédent. Plus du double de celui prévu au départ pour le budget de l'an dernier (-41,7 milliards, devenus en cours d'année - 49,4). Pour 2009, on était parti dans le projet de septembre 2008 avec -52 milliards de déficit, portés peu à peu à - 67, puis - 79 ; nous voilà à - 103,8 ! On imagine ce que ce sera en fin d'année, puisque les prévisions gouvernementales minimisent toujours les déficits à venir.

Or le budget de l'Etat comprend, en dépenses, moins de 400 milliards d'euros (381): le déficit représente donc désormais plus de 25% du budget : quand l'Etat a 75 de recettes, il dépense 100. Les comptes sociaux connaîtront eux aussi un déficit sans précédent. Il est loin le temps où on nous expliquait que les réformes avaient sauvé la Sécu. Selon les chiffres arrêtés par le gouvernement, le déficit public total (budget de l'Etat et Sécu) atteindrait, en 2009, 5,6% du PIB. Il y a six mois, on annonçait moins de 3%, il y a deux mois, 4%, nous voilà à 5,6%. Parions qu'en fin d'année on aura dépassé les 6%, certains experts disent même 7%.

Mais qu'on se rassure, cela ira mieux demain. Enfin, plutôt après-demain. C'est ainsi que la dernière promesse faite à Bruxelles (un quasi retour à l'équilibre en 2012) se transforme désormais en un déficit ramené à 3% en 2012. C'est déjà ce que l'on avait promis à Bruxelles pour 2008, puis 2009. Gageons que les foudres de Bruxelles se déchaîneront après les élections européennes de juin. Quand aux pays de l'Est, du moins ceux qui veulent entrer dans l'euro, ils apprécient peu qu'on exige d'eux un déficit budgétaire inférieur à 3% pour entrer dans la zone euro et que des membres se permettent d'avoir un déficit double !

Inutile de dire que dans ces conditions la dette publique va exploser ; elle est déjà sensiblement au dessus du maximum autorisé (60%) : on est à plus de 66%. Elle dépassera cette année les 70% (73,9% officiellement) et Le Figaro fait état d'une étude qui annonce une dette de 80% du PIB en 2010 (sans compter bien sûr une dette équivalente pour retraites publiques non provisionnées). On était à 20 000 euros par habitant ; on sera à plus de 22 000 ! Beau cadeau légué à nos enfants et petits enfants. Et il s'agit d'un cercle vicieux, car le seul paiement annuel des intérêts va approcher les 50 milliards par an : c'est le second poste du budget, après l'éducation et avant la défense, et il absorbe à lui seul tout l'impôt sur le revenu...

ÉTHIQUE DU CAPITALISME : MARCHÉ OU POLITIQUE ?

C'est une question fondamentale, et très à la mode, dont parle Jean-Paul Fitoussi dans un article du Monde intitulé « La crise économique et l'éthique du capitalisme ». Cet économiste, professeur à l'IEP de Paris, est membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du premier ministre et du conseil scientifique de l'Institut François Mitterrand, et éditorialiste associé du Monde. Son opinion est assez représentative de la pensée unique.

Le monde actuel serait dominé par l'oubli de l'éthique, ce qui est tout à fait exact. Ce qui est plus discutable, c'est d'appeler Keynes à la rescousse dans une discussion sur l'éthique. Mais pour Jean Paul Fitoussi les deux atteintes actuelles à l'éthique sont l'absence de plein emploi et la répartition arbitraire de la fortune. Et pour lui l'origine de ces « injustices » serait à rechercher dans les blocages de l'économie de marché laissée à elle-même. Les gouvernements seraient donc les sauveteurs.

Mais suivons Jean Paul Fitoussi dans sa démonstration. Pour lui, l'évolution de l'économie politique (traditionnelle, et donnant un rôle important à l'Etat) vers l'économie dite « scientifique » l'a « apparemment débarrassée de toute connotation éthique ou institutionnelle ». Cette affirmation est très contestable : de nombreux économistes, y compris des prix Nobel, notamment de l'école autrichienne, placent les institutions au cœur de l'analyse économique et non comme une donnée exogène. Et qui dit institution implique une conception de l'homme qui les sous-tend, donc une éthique.

Jean Paul Fitoussi s'en prend aussi aux politiques qui ont voulu « libérer le marché », et qui débouchent sur « l'inversion des valeurs ». « L'éthique, pensait-on, serait mieux servie si l'on régulait davantage le fonctionnement des Etats et si on dérégulait davantage les marchés ». Voilà l'origine du « scandale éthique du capitalisme contemporain » : la mondialisation de la pauvreté (ce qui est faux, car s'il y avait une vraie mondialisation, notamment de la liberté économique, la pauvreté diminuerait), le degré insoutenable d'inégalités dans les régimes démocratiques (ce qui prouve selon nous que l'Etat providence a accentué les inégalités). Tout cela vient de la tension entre deux principes « celui du marché et de l'inégalité d'une part (un euro, une voix) ; de l'autre celui de la démocratie et de l'égalité (une personne, une voix) ».

La conclusion est superbe : « Pour redonner de l'éthique au capitalisme » (...) il faudrait déréguler les démocraties, c'est-à-dire faire davantage de place à la volonté politique et mieux réguler les marchés ». Cela irait jusqu'à « faire du degré d'inégalité acceptable l'objet d'une délibération publique annuelle par les Parlements » : nous voilà en plein socialisme d'Etat. En quoi l'arbitraire politique fait-il progresser le degré d'éthique ? L'homme aurait-il un comportement éthique sur le marché politique et immoral sur le marché économique ?

Pour redonner de l'éthique au capitalisme, il faut surtout cesser de tout mélanger et empêcher l'ordre politique d'envahir l'ordre marchand ou l'ordre communautaire (la société civile). Pour rendre le capitalisme éthique, il faut d'une part des institutions conformes à la nature de l'homme, au droit naturel, et ensuite il faut des hommes justes. Question de culture et d'éducation, pas de politique. Benoît XVI vient encore de le rappeler, après Jean-Paul II : sans hommes justes, il n'y a pas de justice. La priorité est donc l'éducation à la justice. Au lieu de s'attaquer au marché, pour le remplacer par l'Etat, il vaudrait mieux s'attaquer au péché des hommes. Et qui nous fera croire que l'Etat soit le mieux placé pour rendre les hommes bons ? Partout où l'Etat était omniprésent, les valeurs morales se sont effondrées. Pour être bon, il faut d'abord être libre et il faut ensuite une conscience droite, qui se forme dans les familles, par l'éducation, et au contact des valeurs spirituelles et morales. Réguler les marchés ne rendra pas les hommes plus justes.

DES LABOS SANS CAPITAUX

Cela fait partie de ces « petites » informations, qui prennent moins de dix lignes dans un quotidien et qui semblent n'intéresser que quelques spécialistes. En réalité, elles en disent long sur l'exception française. Cette fois-ci, il s'agit de la question du financement des laboratoires de biologie. Cette question a été discutée dans le cadre de la loi Bachelot sur la réforme du système de santé, si contestée par ailleurs (par exemple à propos des « déserts médicaux »). La question était assez simple : les laboratoires d'analyses médicales doivent-ils pouvoir ouvrir totalement leur capital aux investisseurs ?

C'est bien entendu une demande des autorités de Bruxelles, au nom de la libre concurrence et de la libéralisation de l'économie. Il y a déjà un moment que Bruxelles met la pression pour que la France accepte cette ouverture, qui existe dans de nombreux pays. Dès le mois de novembre, une perquisition avait eu lieu, par les autorités bruxelloises, dans les locaux de l'Ordre des pharmaciens. La Cour de justice de Luxembourg a également été saisie. Mais comme les délais de la justice européenne sont longs (en gros dix-huit mois), en attendant c'était à Paris de décider s'il fallait obtempérer ou non.

Dans un premier temps, le texte de Roselyne Bachelot prévoyait cette ouverture du capital. C'était inéluctable par exemple pour le directeur du groupe Labco, interrogé par Les Echos : « Le mouvement est inéluctable. Sans ouverture du capital, les laboratoires ne pourront pas financer les investissements nécessaires à leur modernisation ». C'est en effet un secteur qui nécessite beaucoup d'investissements pour rester compétitif et tenir compte des progrès permanents : comment financer ces investissements sans apport extérieur de capitaux ?

Mais c'était compter sans le puissant lobby d'une partie des biologistes. Ils ne voulaient pas entendre parler de financement extérieur, puisque actuellement seul un pharmacien ou un médecin peut détenir plus de 25% d'un labo. En ouvrant le capital, on favoriserait les possibilités de regroupements, les économies d'échelle, la concurrence, pour atteindre une taille optimale et rendre un meilleur service à moindre coût. Mais les biologistes, comme beaucoup d'autres professions, n'aiment pas une remise en cause de leurs habitudes.

R. Bachelot et le gouvernement les ont entendus. Il n'y aura pas d'obligation d'ouvrir totalement le capital des labos aux investisseurs. « Nous sommes satisfaits » dit le président du syndicat des biologistes. Mais que se passera-t-il quand la France sera condamnée par les juges européens ? Les labos d'autres pays européens se seront entre temps renforcés et, avec la libre circulation, pourrions-nous résister à la concurrence, sans nous être adaptés ?

La France mène des combats d'arrière garde. Certes, il n'est pas facile de s'adapter ; nous comprenons les réticences des professionnels ; il y a aussi la « tyrannie du statu quo » ; mais le monde change, avec ou sans nous. Gagner du temps, c'est demain perdre la partie.

AU SOMMAIRE DU N°990 :

EDITORIAL : Scandaleux ! pp. 1-2

CONJONCTURE : La nationalisation des banques, « inéluctable » ? pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Obama face au problème de l'assurance maladie p. 4 - Sarkozy trouve Barroso trop libéral p. 5 - Déficit français : l'aveu p. 6 – Éthique du capitalisme : marché ou politique ? p. 7 – Des labos sans capitaux p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille